



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

Acheteur :

Directeur de la Plate-forme commissariat est (PFC E).

Service acheteur :

Division Achats Publics - Bureau achats publics
10, rue d'Asfeld BP 60004 57044 METZ CEDEX 1

**SIRET unique de l'Etat :**

110 002 011 00044

(À utiliser pour la facturation électronique)

SIRET PFC E : 13001535700010
(pour information)

Service exécutant :

Division Finances - Bureau achats publics
10, rue d'Asfeld BP 60004 57044 METZ CEDEX 1
Code service exécutant (SE) : D0410U4057 (à utiliser pour la facturation électronique)

Comptable assignataire :

Direction départementale des finances publiques de Moselle (DDFIP 57)
1 rue de Curel
57000 Metz
ddfip57@dgfip.finances.gouv.fr
03.87.28.69.12

Points de contact :

Procédure – suivi d'exécution : pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr

Facturation – paiement : pfafe-ne.finances.fct@intradef.gouv.fr

Médiation – correspondant PME : pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr

MARCHÉ PUBLIC

FORMATION MILITAIRE SPÉCIALISÉE ET APPUI À LA FORMATION AU PROFIT DES FORCES ARMÉES UKRAINIENNES.

Code GM : 40.02.06 : Autres formations technique / métier

Code CPV : 80600000-0 : Services de formation dans le domaine des équipements militaires et de sécurité.

80620000-6 : Formation et simulation dans le domaine des armes à feu et munitions

80630000-9 : Formation et simulation dans le domaine des véhicules militaires

80650000-5 : Formation et simulation dans le domaine des aéronefs, missiles et spatonefs militaires

80660000-8 : Formation et simulation dans le domaine des systèmes électroniques militaires

1^{ère} partie : Clauses techniques particulières

2^{ème} partie : Clauses administratives particulières

3 Annexes administratives (RGPD, Fiche incident, fiche évaluation)

Références :

⇒ Procédure : **DAF_2023_001467**

marché¹ :

notifié le

engagement juridique¹ : **EJ n°**

¹ Références complétées par le service acheteur après notification

1ère partie - Clauses Techniques Particulières

I. Définition du besoin

I.1 Contexte de l'accord-cadre :

Dans le cadre de la mission d'assistance militaire établie par décision du Conseil Européen le 17 octobre 2022 pour renforcer son soutien aux forces armées ukrainiennes (désignée par l'acronyme EUMAM), et sur la base du document de travail European External Action Service (EEAS) (2022) 1777, la France décline un appui militaire à l'Ukraine, à travers la mise en œuvre de formations dont l'objectif est de répondre au plus près aux besoins exprimés par les Forces Armées Ukrainiennes (dénommées ci-après FAU).

L'effort principal (MSO2 MPLAN 3/a/(1) et (2)) qui suit l'effort initial (MSO 1) objet du précédent marché relatif à la formation militaire spécialisée et appui à la formation au profit des forces armées ukrainiennes notifié le 8 février 2023 sera de « *maintenir la formation...à une vitesse continue, mais adaptable si nécessaire pour répondre aux situations émergentes et à l'évolution des besoins des FAU* ».

L'objectif stratégique de la mission d'assistance militaire européenne à l'armée ukrainienne est de contribuer à la capacité militaire des forces armées ukrainiennes (FAU) de se régénérer et de mener efficacement des opérations, selon les besoins exprimés, les formations s'inscrivant dans le cadre des objectifs stratégiques militaires n°2 (Military Strategic Objective – MSO 2) de l'EEAS (2022) 1777. La singularité de ces formations réside dans le contexte particulier de la guerre en Ukraine, qui conduit les unités militaires ukrainiennes instruites à utiliser immédiatement et directement au combat les techniques et savoir-faire enseignés. Ces formations couvrent un vaste éventail de domaines et de spécialités qui vont de la formation initiale ou complémentaire sur certaines techniques ou certains équipements militaires, à la formation collectives d'unités constituées des FAU.

Outre cet appui militaire apporté à l'Ukraine qui se décline dans le cadre de l'effort collectif organisé par l'Union Européenne (objectif stratégique militaire n°2 (Military Strategic Objective – MSO 2) de l'EEAS (2022) 1777), cette externalisation de la formation s'inscrit dans un cadre bilatéral au titre duquel la France contribue directement aux formations destinées à renforcer les capacités de l'Ukraine.

I.2 Objet de l'accord-cadre :

Conformément aux accords d'assistance militaire, dont le mandat est autorisé par la décision (PESC) du Conseil de 2022/1968 relative à une mission européenne d'assistance militaire à l'appui de l'Ukraine (EUMAM Ukraine), et dans le cadre bilatéral exposé ci-dessus, les Armées Françaises souhaitent délivrer, en complément des formations déjà réalisées en régie, par l'intermédiaire du titulaire un certain nombre de formations, à l'usage de personnels appartenant aux forces armées ukrainiennes, et dont certaines sont dès à présent identifiées ci-dessous ;

- Poste n°1 : Formation à la mise en œuvre de systèmes d'armes ;
- Poste n°2 : Formation des postes de commandement des unités de mêlée ;
- Poste n°3 : Appui aux formations collectives des unités FAU.

La définition ainsi que le contenu et les attendus des Postes sont décrits ci-après.

Toutes ces formations seront dispensées et traduites en langue ukrainienne ou russe afin d'être rapidement assimilées par le personnel des FAU. Les Armées Françaises augmenteront le nombre de formations dispensées aux FAU, à compter de janvier 2023. L'objectif est de passer de 100 PAX/mois à plusieurs centaines et ce volume nécessite le recours à un nombre de formateurs et d'interprètes supérieur à ce que les Armées Françaises peuvent mettre à disposition.

L'Etat-Major des Armées (EMA), ci-dessous identifié comme le bénéficiaire, confie la mise en œuvre de ces formations et l'appui à la formation à l'opérateur économique retenu au terme de la consultation, ci-dessous désigné comme le titulaire.

La conduite et le pilotage de ces actions de formation sont assurés par l'EMA ou par une armée désignée à cet effet, situé à Paris.

Descriptif succinct des formations à délivrer dans l'urgence et envisagées à la date de signature du marché.

Poste n°1 : Formation à la mise en œuvre de systèmes d'armes.

L'accord-cadre a pour objet la formation à la mise en œuvre technique et tactique des systèmes d'armes mis en œuvre par les FAU et à la maintenance de ces systèmes d'armes par l'intermédiaire du titulaire.

Cette formation s'appliquera à plusieurs échelons de commandement, de mise en œuvre et de maintenance adaptés aux systèmes d'armes considérés.

Poste n°2 : Formation des postes de commandement des unités de mêlée

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de la formation individuelle et collective des cadres et cellules constitutives d'un état-major tactique d'une unité de mêlée (infanterie ou blindé) de niveau bataillon. Elle couvre les techniques relatives à l'emploi et les missions du bataillon UKR à dominante infanterie et blindé, l'organisation, le fonctionnement et les procédures de l'état-major, la formation spécifique à chaque cellule, la méthode de raisonnement tactique niveau bataillon, la planification, la rédaction et la diffusion des ordres, ainsi que la conduite des opérations.

Poste n°3 : Appui aux formations collectives des unités des FAU

L'accord-cadre a pour objet l'appui aux formations dispensées par les Armées françaises, ou sous l'égide de ces dernières, au profit des FAU.

Cet appui repose sur la fourniture d'une prestation d'interprétariat avec la mise en place d'interprètes capables de traduire à l'oral, les échanges avant, pendant, et après les formations en langue ukrainienne, française, anglaise, polonaise ou roumaine. La prestation pourra inclure de manière non systématique des petites traductions à l'écrit (ex : panneaux d'affichage et courts travaux de rédaction en appui des formations).

L'intervention de ces interprètes, indispensables à la mise en œuvre des formations, sera coordonnée par un chef de projet du titulaire qui assurera la coordination et la planification de l'appui assuré par le titulaire sur place. Responsable de l'emploi des interprètes, il sera, à ce titre, le point de contact local auprès des autorités militaires et unités militaires françaises impliquées dans la formation.

Toutes ces formations peuvent s'accompagner d'un service d'assistance et de conseil à distance, par exemple de type « *hotline* ».

I.3 Objectifs de formation / de mise à disposition

Poste n°1 : Formation à la mise en œuvre de systèmes d'armes

A l'issue de la formation, les apprenants seront qualifiés à l'utilisation du système d'armes considéré. Cette qualification devra être conforme aux normes préalablement définies en commun par le bénéficiaire et le titulaire.

Poste n°2 : Formation des postes de commandement des unités de mêlée

A l'issue de la formation, les apprenants auront progressé dans leur aptitude à exercer le commandement des unités de mêlée de niveau bataillon des FAU.

Poste n°3 : Appui aux formations collectives des unités des FAU

A l'issue des traductions de l'interprète, l'apprenant devra être en capacité de restituer l'ensemble des connaissances délivrées par l'instructeur dont les objectifs pédagogiques sont :

- La compréhension des consignes et des formations dispensées par les instructeurs ;

- La possibilité, le cas échéant, pour l'apprenant de dialoguer avec les instructeurs et toutes autres entités de la base ;
- La possibilité, pour les instructeurs de dialoguer avec l'apprenant.

Pour chaque formation, il est envisagé d'avoir recours à 1 interprète pour 10 PAX en moyenne, ce ratio pouvant s'adapter à la nature et aux conditions de délivrance de la formation considérée, moyennant le délai de prévenance fixé au point I.4 afin de permettre au titulaire d'ajuster le nombre d'interprètes.

Le contenu des modules de traduction se décline selon les formations au sein desquelles l'interprète interviendra.

I.4 Délais de prévenance

Pour permettre au titulaire d'ajuster ses effectifs, le bénéficiaire respectera un délai de prévenance d'au moins 30 jours avant chaque prestation dans le cadre d'une première prestation, et de 15 jours pour les renouvellements de prestations déjà fournies.

Conformément aux caractéristiques clés de la mission (MPLAN 1/c/(3)), la conception de la mission doit être évolutive, modulaire et flexible, afin que ses activités puissent s'adapter rapidement à la situation en Ukraine et à l'évolution des besoins à long terme des FAU.

II. Contenu des prestations

II.1 Mise à disposition de locaux, d'outils pédagogiques et d'instructeurs par l'Etat

Les formations et traductions sont basées sur le syllabus de chaque formation. Afin de faciliter le travail des instructeurs et interprètes du titulaire, le syllabus sera transmis au chef de projet du bénéficiaire afin de s'assurer de sa bonne compréhension et exploitation au regard du niveau d'expertise des interprètes pressentis.

Le syllabus pourra également être fourni à l'interprète désigné avant le début de la formation (dans un délai raisonnable). Cette mesure n'aura pas de caractère obligatoire ; elle s'appliquera dans la mesure du possible et dans le cadre strict des impératifs de sécurité et de protection du secret liés au contenu des formations. Dans tous les cas de figure, ce syllabus ne saurait être transmis à un tiers sans autorisation préalable écrite des Forces Armées Françaises (cf. clause de confidentialité – Art. V du cahier des charges administratives).

II.2 Prérequis des formateurs

Les conditions préalables pour que le personnel du titulaire puisse être déclaré apte à contribuer aux formations prévues dans les différents Postes sont les suivantes :

- Aptitude médicale : classe 1 valide pour les formateurs détenant une qualification civile ;
- Formation complémentaire nécessaire effectuée en fonction du besoin et de l'expérience du formateur ; par ex : secourisme civil et/ou secourisme au combat ;
- Aptitude et compétence liées à la mise en œuvre des matériels ou des savoir-faire requis dans le cadre des différents Postes ;
- Ne pas faire l'objet d'un avis défavorable lors du contrôle élémentaire de sécurité qui sera réalisé par le bénéficiaire (DRSD) sur la base des formulaires de demande édités sous la responsabilité du titulaire.

Chaque Poste pourra en outre nécessiter des prérequis particuliers comme présentés ci-dessous :

Poste n°1 : Formation à la mise en œuvre de systèmes d'armes

- Disposer de connaissances techniques, tactiques et des savoir-faire nécessaires pour servir la mise en œuvre et la maintenance des systèmes d'armes considérés ;
- Etre titulaire le cas échéant des qualifications nécessaires à la conduite de l'instruction.

Poste n°2 : Formation des postes de commandement des unités de mêlée

- Diplôme d'état-major ;
- Disposer de connaissances techniques, tactiques et de savoir-faire nécessaires à la manœuvre des unités de mêlée de niveau bataillon et brigade.

Poste n°3 : Appui aux formations collectives des unités des FAU

Les conditions à réunir pour que l'interprète puisse être déclaré apte à délivrer les formations s'articulent selon les prérequis suivants :

- Aptitude à embarquer sur le vecteur utilisé (véhicule, embarcation...) et à suivre sur le lieu de la formation (terrain d'exercice, plan d'eau...) les évolutions des effectifs en formation ;
- Aptitude à évoluer dans toutes conditions (météorologiques, techniques, tactiques) que peuvent impliquer la formation de jour comme de nuit ;
- Capacité à s'approprier et traduire le vocabulaire militaire, technique de l'armement, et tactique ;
- Capacité à assurer la traduction verbale simultanée ou séquentielle des propos tenus par les instructeurs ou les unités formées lors des sessions de formation ;
- Facilité à communiquer et à s'exprimer face à tout type de public.

La connaissance par les interprètes des formations dispensées ainsi que leur acclimatation aux conditions de l'apprentissage dispensé, pourront conduire à leur dédier une période de sensibilisation que les Armées françaises pourront, le cas échéant, déclarer indispensable et obligatoire.

II.3 Lieux de formation :

Les actions de formation se dérouleront dans :

- les centres d'entraînement ou écoles de formation utilisées par les Armées Françaises au profit des FAU. Ceux-ci se situent en grande majorité sur le territoire national ;
- des centres d'entraînement situés sur le territoire des Etats membres de l'Union Européenne et (hors accord EUMAM) pays limitrophes, y compris les eaux territoriales et l'espace aérien, notamment en Pologne et en Roumanie.

Dans le cadre des accords EUMAM, le personnel du titulaire n'est pas autorisé à réaliser les prestations dans des lieux situés en dehors des Etats membres de l'Union Européenne.

Dans tous les cas, il n'est pas autorisé à participer à des opérations militaires.

II.4 Détails des formations :

Poste n°1 : Formation à la mise en œuvre de systèmes d'armes

La partie de la formation confiée au titulaire correspond à plusieurs modules de formation couvrant les techniques de base d'utilisation technique et tactique ainsi que la maintenance du système d'armes. Ces modules pourront s'inspirer du syllabus de formation des armées françaises développées sous la forme d'actions de formation (AF). Ce document de référence sera fourni dans son intégralité au titulaire à compter de la notification du présent marché.

Il y a trois types d'actions de formation :

- a) Une action de formation (AF) incluant, les tactiques et techniques relatives à la mise en œuvre des systèmes d'armes ;
- b) Une action de formation (AF) commune incluant, l'entretien et le maintien en condition des matériels ;

- c) Une action de formation (AF) incluant le suivi administratif de l'emploi du système d'armes (ex : carnet de tir, carnet de suivi de potentiel, ...).

Pour l'ensemble de ces actions, le titulaire devra suivre, appliquer et enrichir par son expertise les évolutions pédagogiques en cours.

Le titulaire du marché devra délivrer les AF en s'appuyant sur du personnel compétent dénommé « instructeur » au titre du présent contrat et en développant les outils pédagogiques adaptés aux objectifs définis ci-après. Le but du titulaire est d'amener les élèves à atteindre les objectifs pédagogiques définis dans le contenu des actions de formation, étant entendu que le titulaire ne saurait garantir la parfaite acquisition des compétences.

Poste n°2 : Formation des postes de commandement des unités de mêlée

La partie de la formation confiée au titulaire correspond à plusieurs modules d'instruction couvrant les savoir-faire élémentaires et les techniques d'état-major nécessaires au commandement tactique d'un bataillon ou d'une brigade de mêlée (dominante infanterie ou blindé) conformément au memento d'emploi de ce niveau décliné par l'Armée de terre. Par définition, ces formations comprennent plusieurs domaines de ce memento développés sous la forme d'actions de formation (AF). Il y a différents types d'actions de formation comme précisés ci-après :

- a) Une formation commune portant sur l'emploi et les missions du bataillon/de la brigade UKR à dominante infanterie ou blindé ;
- b) Une formation commune portant sur l'organisation, le fonctionnement et les procédures de l'état-major tactique de niveau bataillon/brigade ;
- c) Une formation spécifique à chaque branche de spécialité telles que conduite, manœuvre future, feux dans la profondeur, défense sol-air et anti-drones, défense NRBC, renseignement, logistique, transmissions et guerre électronique, génie 2D,
- d) Une formation commune, individuelle et collective, portant la méthode de raisonnement tactique niveau bataillon et brigade, l'élaboration, la rédaction et la diffusion des ordres et compte-rendus, ...
- e) Une formation collective visant la restitution des savoir-faire acquis dans le cadre d'un thème tactique simple permettant l'apprentissage, le rodage et le RETEX des compétences.

Pour l'ensemble de ces actions, le titulaire devra suivre, appliquer et enrichir par son expertise les évolutions pédagogiques et doctrinales en cours.

Les mémento d'emploi du groupement tactique interarmes et de la brigade à dominante infanterie et blindé constituent la référence principale qui permettra de définir au sein de chacun des modules l'ensemble des savoirs, savoir-être et des savoir-faire dispensés dans le cadre de la formation. Ces documents de référence seront fournis au titulaire à compter de la notification du présent marché. Les documents de doctrine ukrainiens compléteront ce corpus documentaire.

Le titulaire du marché devra délivrer les AF en s'appuyant sur du personnel compétent dénommé « instructeur » au titre du présent contrat et en développant les outils pédagogiques adaptés aux objectifs définis ci-après. Le but du titulaire est d'amener les personnels instruits à tenir leur fonction au sein d'un état-major tactique.

Poste n°3 : Appui aux formations collectives des unités des FAU

Les formations sont initialement dispensées en français. Ainsi, chaque interprète doit maîtriser le français à l'oral et disposer des compétences adéquates à l'écrit. Ce seuil de compétence devra être vérifié par le prestataire avant le début de réalisation de la prestation par l'interprète au profit du bénéficiaire. Pour les éventuels interprètes non français, un niveau B2 du Cadre Européen Commun de Référence (CECR) constitue la référence qualitative à rechercher afin de s'assurer de la bonne maîtrise du français.

Les formations peuvent également être dispensées en anglais. L'interprète recruté à ce titre doit maîtriser l'anglais à l'oral et à l'écrit, mais également être capable de délivrer des traductions en langue anglaise. Un niveau B2 du Cadre Européen Commun de Référence (CECR) constitue la référence qualitative à rechercher afin de s'assurer de la bonne maîtrise de l'anglais.

Les formations s'adressent aux FAU, ainsi chaque interprète doit parfaitement maîtriser l'ukrainien à l'oral et à l'écrit. Ce seuil de compétence devra être vérifié par le prestataire avant le début de réalisation de la prestation par l'interprète au profit du bénéficiaire.

Ces exigences pourront être adaptées par les parties aux circonstances et aux besoins. Elles pourront également inclure une capacité d'interprétariat dans une autre langue, en langue russe, roumaine ou polonaise notamment.

Les attendus de traduction pour les interprètes sont les suivants ;

- Du français à l'ukrainien et inversement ;
- De l'anglais à l'ukrainien et inversement ;
- Du français au polonais ou au roumain et inversement.

II.5 Programme de la formation

Le contenu des modules de formation fera l'objet d'une déclinaison précise de la part du titulaire qui sera approuvée formellement par le bénéficiaire. Les orientations ci-dessous doivent permettre d'en définir les grands axes.

Poste n°1 : Formation à la mise en œuvre de systèmes d'armes

Le contenu des modules de formation (hors actions de formation supplémentaires) se décline sur trois grands axes :

- 1) Mise en œuvre et maintenance du système d'armes (75%) ;
- 2) Dispositions Commune (20%) ;
- 3) Environnement de la formation (5%).

Poste n°2 : Formation des postes de commandement des unités de mêlée

Le contenu des modules de formation (hors actions de formation supplémentaires) se décline sur 3 à 4 semaines de formation, séparée par 2 à 3 semaines, alternant phases de formations individuelles et par spécialités et phases de formation commune. Ces dernières sont destinées à créer l'ambiance et à développer les savoir-faire collectifs d'un état-major opérationnel et à générer la cohésion nécessaire au travail de groupe.

La dernière semaine de formation est destinée à la restitution encadrée, commentée et débriefée de l'EM, en lien éventuel avec les unités subordonnées (programme à définir et coordonner avec la formation des unités élémentaires).

II.6 Langue de formation

Les formations sont initialement dispensées en français, éventuellement en anglais. Des interprètes seront mis en place par le titulaire afin d'assurer la traduction simultanée ou séquencée en langue ukrainienne et permettre les échanges entre instructeurs et stagiaires.

III. Organisation de la prestation

III.1 Répartition des actions de formation et d'appui sur la période d'exécution du marché

La réalisation des actions de formation et d'appui s'effectue tout au long de la période partant de la date de notification du présent contrat pour une durée de 6 mois à compter de cette date. Par conséquent, le titulaire devra réaliser les modules de formations commandés à compter de la date de

notification du bon de commande correspondant, dans le respect du délai de prévenance, et en s'assurant de la disponibilité de son personnel formateur sur la totalité de la période.

Le titulaire devra être en mesure de réaliser une activité soutenue pour ne pas compromettre, par un sous-dimensionnement de son outil de formation, toute la dynamique des flux de formation. Le titulaire exécutera les actions de formation détaillées dans les modules en respectant le volume horaire minimum pour chaque formation.

III.2 Equipements nécessaires aux formations

Le titulaire du marché doit fournir à ses formateurs les effets et équipements (qui auront été préalablement définis d'un commun accord par le bénéficiaire et le titulaire) nécessaires et compatibles avec les formations (Poste n°1) dispensées et respectant les normes de sécurité liées à ces activités. Les listes présentées ci-après seront précisées pour s'adapter aux conditions d'exécution de la formation dispensée; les expressions de besoins transmises pour chaque prestation souhaitée puis les bons de commande correspondants préciseront ce qui est du ressort du MINARM et ce qui est du ressort du prestataire.

A titre indicatif (à confirmer dans chaque expression de besoin):

Poste n°1 : Formation à la mise en œuvre de systèmes d'armes

- Systèmes d'armes en quantité suffisante pour dispenser les formations ;
- Munitions inertes, d'exercices, réelles ;
- Matériels d'entretien des systèmes d'armes ;
- Véhicules permettant de déplacer les équipements ;
- Véhicules de transports pour les FAU ;
- Cartes et outils topographiques ;
- Habillement et chaussures militaires ;
- Equipement de protection individuelle (casques, gants, lunettes, protections auditives) ;
- Tout autre équipement qui sera utile pour la formation ;
- ...

Poste n°2 : Formation des postes de commandement des unités de mêlée

- Moyens informatiques pour les instructeurs,
- Moyens informatiques pour les stagiaires (dans leur langue) ;
- Mémentos, supports et thèmes d'étude tactiques en ukrainien et en anglais ;
- Projecteurs, écrans, cartographie digitale et papier, table tactile, etc... ;
- Fournitures scolaires, équipements pédagogiques ;
- ...

Poste n°3 : Appui aux formations collectives des unités des FAU

Le titulaire du marché doit fournir à ses interprètes les effets et équipements individuels nécessaires et compatibles avec les formations dispensées et respectant les normes de sécurité liées à ces activités :

- Habillement et chaussures compatibles à tous milieux, environnements et conditions météorologiques ;
- L'équipement individuel en sac de transport nécessaire au confort de l'interprète et à l'exécution de sa mission dans la durée ;
- La tenue et l'équipement des interprètes devra être adaptée aux activités de formation envisagées, à leur lieu de déroulement et à leur durée.

Le bénéficiaire complètera cet équipement individuel :

- Des Equipement de protection individuelle requis par certaines formations (casques, gants, lunettes, gilets de protection ou de sauvetage, protections auditives, ...) ;
- Des Matériels de bivouacsi nécessaire (sac de couchage compatible avec la météo, tente, matelas) ;

- Tout autre élément nécessaire ou équipement spécifique pour le suivi de la formation.

III.3 Correspondant des deux parties

Le titulaire désignera un chef de projet pédagogique pour l'exécution du présent marché. Il aura pour interlocuteur un personnel de l'état-major des armées qui sera désigné par un ordre de service communiqué au titulaire dès la notification du marché.

III.4 Documentation fournie par l'Etat

Listes non exhaustives, à titre indicatif :

Poste n°1 : Formation à la mise en œuvre de systèmes d'armes.

- Guide technique du matériel considéré ;
- Le répertoire/textes d'emploi du matériel considéré ;
- Instructions : textes artillerie ;
- Consignes permanentes d'instruction au tir de combat gros calibre ;
- Manuels de travail/memento artillerie et fantassin ;
- Manuels de tirs du matériel considéré ;
- Procédures et consignes d'utilisation du matériel considéré ;
- Règles de sécurité ;
- Consignes permanentes d'utilisation des terrains de tirs et d'entraînements ;
- Tout autre document ayant été jugé utile par le bénéficiaire et le titulaire.

Poste n°2 : Formation des postes de commandement des unités de mêlée

- Mémentos du GTIA à dominante infanterie et blindé ;
- Memento d'état-major ;
- Mémentos spécifique à la mise en œuvre des fonctions opérationnelles concernées (FDP, DSA, Génie 2D, NRBC...) ;
-

Poste n°3 : Appui aux formations collectives des unités des FAU

- Mémentos du GTIA à dominante infanterie et blindé ;
- Memento d'état-major ;
- Mémentos spécifique à la mise en œuvre des fonctions opérationnelles concernées (FDP, DSA, Génie 2D, NRBC...) ;
- Tout autre document ayant été jugé utile par le bénéficiaire et le titulaire.

IV. Fonction sécurité

Tous les instructeurs, interprètes et personnels relevant du titulaire devront se conformer en permanence aux règlements intérieurs de chaque site (base, sites, camps et école) qui leur seront communiqués en amont par le bénéficiaire.

La sécurité sur le lieu de formation (base ou terrain militaire, terrain de manœuvre, champ de tir, polygone d'exercice...) représente un préalable à toute activité militaire incluant les acteurs des formations envisagées (élèves, instructeurs, plateformes d'accueil, ...) et à ce titre prévaut sur toute autre considération.

Les instructeurs, interprètes et personnels relevant du titulaire seront soumis aux mêmes règles de sécurité que les personnels relevant des Armées sur chaque site d'instruction et devront suivre les consignes qui leur seront communiquées en amont ou durant la formation.

Les échanges, compétences et matériaux dispensés ou utilisés lors des formations ne sont pas susceptibles d'inclure des ISC. Une clause de confidentialité définie entre le titulaire et les instructeurs/interprètes rappellera cependant les impératifs de confidentialité adaptés à ces formations (cf. Art. V CCAP). Le titulaire veillera à la sensibilisation des personnels recrutés, sans dispense de leur responsabilité individuelle.

Mesures spécifiques au poste n°1 : Formation à la mise en œuvre de systèmes d'armes.

Le titulaire nommera un représentant sécurité pour chaque site. Ce représentant communiquera autant que de besoins avec l'officier sécurité de la base (ou du camp) afin de :

- S'assurer de la remontée d'informations ;
- Participer à la sécurité des sites, des instructeurs, des apprenants et du matériel ;
- Coordonner la mise en œuvre des directives de sécurité. Sur ce sujet, le titulaire est tenu d'utiliser le système de remontée d'informations mis en place par le site et auquel il aura accès. De plus, le camp se réserve le droit d'interdire le tir ou toutes manœuvres en cas d'atteinte répétées à la sécurité.

V. Gestion des incidents

Les incidents rencontrés en cours d'exécution de ces différents postes feront l'objet d'une fiche dont le modèle sera défini ultérieurement. Cette fiche, rédigée par le représentant du titulaire sur le site de formation, sera transmise pour traitement aux adresses (POC + Adresse fonctionnelle du chef de projet du bénéficiaire) qui seront précisées dans le bon de commande.

VI. Evaluation des formations

Le titulaire conduira à l'issue de chaque session une évaluation pour chaque formation délivrée, qu'il communiquera au bénéficiaire, et qui comprendra notamment la liste des formations délivrées, le nombre de personnels formés, les résultats obtenus en matière de formation. Le reporting fera l'objet de rapports semestriels et d'un rapport final à l'achèvement de la mission EUMAM. Une synthèse de ces évaluations fera ressortir, notamment, les axes d'amélioration identifiés ainsi que toute suggestion permettant une optimisation des prestations, dans toutes leurs modalités (matérielles, pédagogiques...). Tous les livrables seront soumis à la clause de confidentialité de l'article V du cahier des clauses administratives.

A l'issue de l'exécution du marché, une revue de contrat entre le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire et le bénéficiaire dressera un récapitulatif des points positifs ou à améliorer du cadre contractuel général.

2ème partie - Clauses Administratives Particulières

I. Caractéristiques générales de l'accord-cadre

I.1 Objet:

Le présent accord-cadre a pour objectif de permettre aux personnels des FAU qui seront formés d'être immédiatement opérationnels dès l'issue de leur formation.

Pour atteindre cet objectif, la prestation comprend trois volets :

- la réalisation de contenus pédagogiques par le titulaire à la fois conformes aux standards militaires français et européens, compatibles avec la doctrine Ukrainienne, et enrichis du savoir-faire du titulaire
- la mise en œuvre des formations des FAU grâce aux instructeurs et aux traducteurs fournis par le titulaire ;
- l'évaluation et l'adaptation continue des formations dispensées pour intégrer une démarche qualité efficace ainsi qu'une capacité à prendre en compte le RETEX et l'évolution des besoins du partenaire.

I.2 Forme et étendue :

Afin de respecter les objectifs de l'assistance militaire apportée aux forces armées ukrainiennes telle que fixée par la décision du Conseil européen du 17 octobre 2022, le présent marché est passé sous la forme d'un marché de défense ou de sécurité passé avec publicité et mise en concurrence préalables sur le fondement de l'article R2323-2, 20° du code de la commande publique, selon une procédure adaptée.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre dit « composite », conformément aux dispositions des articles R 2362-2 et R 2362-3 du CCP, il peut être exécuté en partie par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R 2362-7 et R 2362-8 du CCP et en partie par la passation, au titulaire, de marchés subséquents (MS), pouvant être exécutés par bons de commandes dans les conditions fixées à l'article R 2362-8 du CCP.

I.3 Accord-cadre similaire

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir à la procédure négociée sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, tel que prévu à l'article R.2322-12 du Code de la Commande Publique, sous réserve que l'accord-cadre correspondant soit notifié au plus tard cinq ans à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

I.4 Durée :

Le marché est passé pour une durée correspondant au mandat initial EUMAM. Il s'achèvera le 31 décembre 2024. Il est reconductible de manière express pour une durée d'un an, dans la limite de deux reconductions. La reconduction est notifiée au titulaire au moins deux mois avant l'échéance du marché.

I.5 Parties prenantes :

- **L'acheteur** : représenté par le directeur de la PFC-EST, il agit pour toutes les formalités de notification du marché, de modification du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation, de conclusion des marchés subséquents et d'émission des bons de commande.
- **Le bénéficiaire** :

Etat-Major des armées (EMA)
60 boulevard du Général Martial Valin
CS 21623
PARIS CEDEX 15

Les personnes habilitées à suivre et à contrôler l'exécution des prestations, ainsi qu'à procéder aux opérations de vérifications sont conjointement le bénéficiaire, et le directeur de la PFC-EST.

- **Le titulaire** : est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire. Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :
 - o aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
 - o à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
 - o à sa raison sociale ou à sa dénomination,
 - o à son adresse ou à son siège social,
 - o aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dans les délais requis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire. En cas de remplacement du représentant du titulaire, pendant la durée de validité de l'accord-cadre, l'administration en est avisée.

I.6 Langue :

Toutes les réunions ou correspondances relative à l'exécution contractuelle (relations entre le représentant du pouvoir adjudicateur, le bénéficiaire et le titulaire) requièrent l'usage du français.

I.7 Montants

Pour la part à bons de commande, le titulaire s'engage à réaliser, aux conditions de prix fixées en annexe financière, annexe fixant les prix et délais pour la passation des bons de commandes, les prestations qui lui seront commandées selon les dispositions des clauses techniques particulières et clauses administratives particulières.

Le montant maximal du présent accord-cadre, y compris les éventuels marchés subséquents, reconductions et marché similaire est de trente-neuf millions d'euros hors taxes (39 M€ HT).

II. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent marché et ses annexes (mémoire technique et annexe financière), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/PI et le code de la commande publique sont disponibles sur le site Internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes> ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- les marchés subséquents ;
- Les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché.

II.1 Sous-traitance :

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire peut toutefois sous-traiter l'exécution d'un bon de commande ou de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par l'acheteur et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement. La validité de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) correspond à la durée initiale du marché.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées aux articles III et IV du présent cahier des charges.

En cas de reconduction du marché, et sauf déclaration contraire du titulaire du marché qui devra faire l'objet d'un acte spécial modificatif, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

II.2 Bons de commande :

La réalisation de la prestation est subordonnée à la notification, par la PFC EST, de bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins. Toute prestation effectuée sans bon de commande restera à la charge du titulaire sans recours possible. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution, sans prolonger la durée d'exécution du marché de plus de deux mois.

Chaque bon de commande est adressé au titulaire avant le début de la prestation en conformité avec le délai de prévenance défini au I.4, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, et comporte notamment les indications suivantes :

- | | |
|---|--|
| - la référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ; | - date(s) d'exécution de la prestation |
| - numéro et date de commande ; | - lieu(x) d'exécution |
| - nature de la prestation; | - prix hors taxe ; |
| | - montant de la TVA ; |
| | - prix toutes taxes comprises. |

Avant le début d'exécution du marché, un planning prévisionnel sera établi par le bénéficiaire et transmis au titulaire.

Tout bon de commande devra préalablement à sa notification, avoir fait l'objet de la transmission formelle d'une expression de besoin par le bénéficiaire et d'une acceptation préalable de cette expression de besoin par le titulaire.

II.3 Marchés subséquents :

L'acheteur recourt à des marchés subséquents sur la base du présent accord-cadre, pour les prestations ressortant de l'objet du marché mais non chiffrables financièrement à la date de notification de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents ainsi conclus sont des documents écrits, qui précisent, entre autres, la définition des besoins, délais, lieux d'exécution, nature et quantités des livrables, le prix et les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été précisées dans l'accord cadre.

Tout prestation objet du marché subséquent devra préalablement à sa notification, avoir fait l'objet de la transmission formelle d'une expression de besoin par le bénéficiaire et d'une acceptation préalable de cette expression de besoin par le titulaire.

II.4 Annulation ou modification par l'acheteur.

L'acheteur, sur demande du bénéficiaire, pourra annuler ou modifier une commande avec un préavis raisonnable. L'annulation ou la modification pourra donner lieu à indemnités à verser au titulaire, sur présentation de justificatifs de sa part. Ces indemnités couvriront les dépenses et les coûts supportés par le titulaire et ses sous-traitants, en particulier les coûts de maintien du personnel (rémunération et coûts accessoires) et les éventuelles dépenses supplémentaires ou dépenses de démobilisation (et notamment de licenciement) générées par l'annulation ou la modification.

III. Responsabilité -Sécurité

III.1 Accès aux enceintes militaires :

Conditions d'accès

Les prestations étant à exécuter dans des lieux où des mesures de sécurité s'appliquent en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, le titulaire doit observer les dispositions particulières que le bénéficiaire lui a fait communiquer.

Sur demande de l'administration et préalablement à la notification de l'accord cadre, l'attributaire doit fournir, dans un délai de quinze jours avant le début de chaque prestation la liste nominative des personnels susceptibles d'intervenir pour la réalisation des prestations (intervenants et remplaçants),

Ces renseignements sont nécessaires pour la réalisation de l'enquête de sécurité les concernant.

L'enquête de sécurité sera réalisée par le bénéficiaire sous sa responsabilité. Les conséquences en cas de faille de sécurité qui n'aurait pas été identifiée par le bénéficiaire dans le cadre de l'enquête de sécurité menée sur le personnel réalisant les prestations seront assumées par le bénéficiaire, à l'exclusion de toute responsabilité du titulaire.

Le titulaire sera tenu de remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis autre que favorable, sur demande de l'acheteur.

Les modifications pouvant intervenir dans la composition du personnel doivent être portées à la connaissance de l'administration dès survenance.

Les prestations du présent accord-cadre ne pourront en aucun cas débiter avant obtention de l'autorisation notifiée par l'administration.

III.2 Formations avec des activités de tirs :

Sauf mention contraire préalablement actée entre le bénéficiaire et le titulaire, et dans le respect de la réglementation en vigueur, les activités nécessitant la mise en œuvre d'équipement avec des munitions réelles seront réalisées sous la responsabilité du bénéficiaire au sein des enceintes mis à disposition par le bénéficiaire. Les moyens spécialisés nécessaires aux activités de tir (tels que champ de tir) devront être sécurisés et conformes à la réglementation en vigueur.

III.3 Assurance :

Le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché, qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile " pour l'ensemble des prestations, couvrant les risques encourus au titre de sa responsabilité civile.

Certaines assurances spécifiques pourront faire l'objet de devis complémentaires, selon les expressions de besoin formulées.

III.4 Attestations fiscales et sociales :

Le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code de travail en respectant les dispositions de l'article D 8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

L'attestation de régularité fiscale peut être demandée :

- au service des impôts des entreprises (SIE) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (en utilisant le formulaire n°3666);
- en ligne sur impots.gouv.fr pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (délivrance en temps réel).

IV. Modalités de contrôle d'exécution – Sanctions pour inexécution contractuelle

IV.1 Constatation de l'exécution des prestations :

Par dérogation aux articles 28 à 29 du CCAG/PI, les prestations, soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux exigences du marché, sont réalisées par le bénéficiaire.

IV.2 Service fait et incidents :

Le bénéficiaire établira sous trois jours, la constatation du service fait. Les incidents susceptibles d'intervenir dans l'exécution du marché seront mentionnés sur la fiche incident visée de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire / l'attestation de service fait (annexe au présent marché) et transmise à l'acheteur pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr afin d'effectuer les éventuels calculs de réfaction ou de pénalité.

IV.3 Pénalités pour retard :

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG/PI, lorsque le titulaire n'assure pas la prestation dans les délais prévus au planning arrêté et qu'il ne justifie pas de ce retard, une pénalité à hauteur de 15 % du montant total HT de la prestation telle que précisée dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pourra être déduite de la prochaine facture émise par le titulaire à charge de l'acheteur ou fera l'objet d'un titre de perception. Les justifications admises pour un retard sont indépendantes de la volonté du titulaire (exemple : retard des plannings de formation sur véhicules ou systèmes d'armes pour conditions météorologiques défavorables, retard qui serait dû à une situation de grève générale ou grève dure des transports ou tout évènement extérieur et imprévisible).

IV.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :

En cas de non-respect des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité du présent cahier des charges, le titulaire s'expose aux pénalités fixées à l'article 14.2 du CCAG/PI, dans les conditions fixées par l'article 14.1 du CCAG/PI.

IV.5 Réfections :

Lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes, peuvent néanmoins être admises, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées peut être appliquée. Une fiche « incident » sera établie. La réfaction sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.

IV.6 Défaillance du titulaire :

Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement la prestation validée par un bon de commande. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 10 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par l'acheteur de l'article 27 du CCAG/PI.

V. Clause de confidentialité

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du contrat s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer, lors de son exécution, la protection absolue des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît :

- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- que les informations, qui sans relever du secret-défense présentent une sensibilité telle qu'elle justifie la prise de précautions particulières ou spécifiques, ne pourront en aucun cas être communiquées à toute personne n'ayant pas le besoin d'en connaître sous peine de résiliation du contrat avec exécution aux frais et risques du titulaire de la prestation par un autre candidat.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnes appelées, sous sa responsabilité et à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter la prestation contractuelle, une déclaration individuelle, de forme libre, pour laquelle lesdites personnes attestent :

- Qu'elles n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- Que les informations qui lui seront confiées, qui sans relever du secret défense nécessitent une vigilance particulière telle qu'elle justifie la prise de précautions particulières ou spécifiques, ne pourront en aucun cas être communiquées à toute personne n'ayant pas le besoin d'en connaître.
- Qu'elles se conformeront aux règles de protection des informations, au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations, qui lui auront été préalablement communiquées par le bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée, et acceptées par l'autorité contractante ou le contractant suite aux enquêtes administratives, participent à la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'acheteur la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout commencement de la prestation.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée par le MINARM y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle dans les conditions fixées à l'article IV, sans préjudice des sanctions pénales. Par ailleurs, un fait de sécurité peut justifier la révision ou la rupture du contrat.

Tout élément de documentation tactique ou technique fourni par le MINARM au titulaire en vue de son exploitation et/ou traduction pour en faire un contenu de formation est, ainsi que tout support de formation réalisé, couvert par une obligation de confidentialité.

Le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que les éléments fournis par le MINARM ainsi que les résultats produits par le titulaire ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont une partie est propriétaire, et qui est communiquée à l'autre partie, ou obtenue de toute autre façon par cette dernière dans le cadre des relations entre les parties dans le cadre du marché.

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, transmises par l'une ou l'autre des parties à l'autre partie, devront être gardées strictement confidentielles et ne pourront être utilisées que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire du contrat s'engage à ne pas sous-traiter de prestation du présent contrat sans autorisation préalable de l'autorité contractante. Il s'engage, pour les sous-traitances autorisées, à obtenir de ses sous-traitants les mêmes engagements que ceux qu'il prend au titre du présent contrat.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

VI. Propriété intellectuelle

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, transmises par l'une ou l'autre des parties à l'autre partie, resteront la propriété de la partie qui les a divulguées. En particulier:

- Tout élément de documentation tactique ou technique fourni par le MINARM au titulaire en vue de son exploitation et/ou traduction pour en faire un résultat (document pédagogique de formation) reste la propriété exclusive du MINARM.
- Hormis les traductions des documents fournis par le MINARM, les résultats développés par le titulaire seront la propriété du titulaire. Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés, à compter de la notification du marché, spécifiquement pour la réalisation des prestations du marché (sauf les connaissances antérieures).
- La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures d'une partie. Le MINARM et le titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur leurs connaissances antérieures, qu'elles soient incorporées ou non dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Pour les Postes 1 & 2, le titulaire accorde aux stagiaires, une licence non exclusive, non-cessible et strictement personnelle d'utilisation du support de cours fourni, et ce quel que soit le support. Les stagiaires auront le droit d'effectuer une photocopie de ce support pour leur usage personnel à des fins d'étude, à condition que la mention des droits d'auteur de DCI ou toute autre mention de propriété intellectuelle soient reproduites sur chaque copie du support de cours.

Les stagiaires, le MINARM et les forces armées ukrainiennes n'ont pas le droit, sauf accord préalable du titulaire :

- d'utiliser, copier, modifier, créer une œuvre dérivée ou distribuer le support de cours à l'exception de ce qui est prévu dans le marché ;
- de désassembler, décompiler ou traduire le support de cours;
- de sous licencier, louer ou prêter le support de cours ;
- d'utiliser à d'autres fins que la formation le support de cours.

VII. Mise à disposition de moyens du MINARM au titulaire

Au titre du présent marché, pour l'exécution des prestations, les services de l'État mettent à disposition du titulaire :

- une ou plusieurs salles de cours avec tables, chaises et si besoin matériel informatique ;
- locaux et installations nécessaires à la formation à la mise en œuvre et à la formation à la maintenance des systèmes d'armes considérés ;
- suite à demande du titulaire et après accord du MINARM, tout moyen supplémentaire concourant à la formation dispensée.

Les mises à disposition seront précisées dans le bon de commande, ou à défaut par échange de courriers postérieurement à l'émission du bon de commande.

Ces mises à dispositions entrant directement dans le champ d'exécution de l'objet du présent marché ne relèvent pas de la réglementation relative aux autorisations d'occupation du domaine public à titre temporaire (AOT).

VIII. Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L. 2194-1, et R. 2394-1 du code de la commande publique le marché peut être modifié en cours d'exécution, quel que soit le montant de la modification, par la conclusion d'un avenant entre les parties dans les cas détaillés ci-dessous.

Les cas de réexamen sont les suivants :

1- Ajout de sites pour l'exécution des prestations :

La formation aux postes décrits dans le présent marché à sa date de signature, ou pour des postes non prévus initialement mais restant dans l'objet du marché pourra être effectuée en dehors de sites du MINARM, en France ou en Europe. L'ajout de sites est formalisé par un avenant.

L'ajout de sites s'effectue de la manière suivante :

Le titulaire est informé par l'administration par courriel de l'ajout des sites. Il propose à l'administration un nouveau tableau de prix.

La proposition financière est obligatoirement en cohérence avec les prix du marché en cours, et adaptée aux coûts engendrés par les contraintes induites par la délocalisation des formations.

2- Ajout de poste de formation militaire spécialisée au profit des forces armées ukrainiennes

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir, dès lors que les circonstances l'exigent, à une modification de l'accord-cadre, telle que définie aux articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique, notamment sur d'autres modules de formations qui ne feraient pas l'objet du présent accord-cadre, mais indispensables au cursus de formation des militaires ukrainiens.

Le bénéficiaire pourra transmettre au titulaire de nouveaux besoins restant dans le champ de la formation tactique et technique au profit des personnels des Forces Armées Ukrainiennes, quelle que soit la composante (aérienne, maritime, terrestre).

Le titulaire est informé par l'administration par courriel. Il propose à l'administration un nouveau tableau de prix.

La proposition financière est obligatoirement en cohérence avec les prix du marché en cours, justifiée par le titulaire et adaptée aux coûts engendrés par les nouvelles expressions de besoin.

Le marché peut également être modifié si des prestations non prévues initialement sont devenues nécessaires dans le cadre des formations délivrées par le titulaire, dans les conditions fixées à l'article R. 2194-2 du code de la commande publique.

De même, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues, ainsi que pour toute modification non substantielle, selon les dispositions respectives des articles R. 2194-5 et R. 2194-7.

X. Contrôle des exportations

Le bénéficiaire reconnaît que les prestations à réaliser par le titulaire nécessitent une autorisation gouvernementale pour être exportées (ci-après la « Licence d'Exportation »).

Le bénéficiaire sera responsable des demandes de Licence d'Exportation en conformité avec la réglementation applicable.

Le bénéficiaire s'engage à faire signer par le bénéficiaire final le Certificat de Non-Réexportation, ainsi que tous autres documents requis, et à les renvoyer à DCI, avant le début/la poursuite de chaque prestation.

L'entrée en vigueur du contrat-cadre et la réalisation des prestations sont subordonnées à l'obtention préalable des licences d'exportation appropriées ainsi qu'à la réception par le titulaire des documents requis signés.

XI. Modalités financières

XI.1 Contenu et forme des prix :

Le marché est conclu à prix unitaires. Les prix comprennent :

- Selon les prestations, l'organisation, la formation proprement dite ainsi que la licence d'utilisation accordée aux stagiaires sur la documentation;
- Les frais généraux, charges sociales ;
- Les frais d'assurance et de garanties ;
- Les impôts, taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- Les frais de déplacement, pose-installation.

Pour les prestations réalisées en France, les frais d'hébergement et de restauration des formateurs et interprètes, pour les prestations délivrées sur les sites et emprises du MINARM, pourront être pris en charge par le MINARM, sur le fondement d'une convention extérieure au présent contrat.

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix, établis en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises, figurent au bordereau de prix.

XI.2 Avance :

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance égale à 20 % du montant toutes taxes comprises du marché ou du bon de commande considéré (si celui-ci est supérieur à 50 000 € HT et sa durée d'exécution supérieure à 2 mois) est accordée au titulaire dans les conditions fixées par les articles L.2391-2, R.2391-1 et suivants du code de la commande publique. Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du marché ou du bon de commande.

XI.3 Révision des prix :

La révision s'effectue une fois par an, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, par référence à l'indice « Salaires mensuels de base – Enseignement » (NAF rév.2, niveau A38 PZ) – Base 100 au T2 2017 (réf. n° 010562694) relevé sur le site www.indices.insee.fr de l'INSEE.

Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \times SAL / SAL_0)$$

P = prix révisé hors TVA.

P₀ = prix de l'offre hors TVA.

SAL = valeur du dernier indice définitif connu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

SAL₀ = valeur de ce même indice diffusé au titre du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de l'offre finale.

Il revient au titulaire de soumettre à l'acheteur les nouveaux prix révisés ainsi que le détail du calcul de ceux-ci, conformément à la formule ci-dessus, dans un délai d'un mois à compter de chaque date anniversaire de l'accord-cadre.

La révision de prix est effective après accord écrit de l'acheteur et s'applique aux marchés subséquents et bons de commande émis au titre des formations réalisées à compter de la date d'application de la révision de prix.

En l'absence d'envoi de la demande de révision des prix par le titulaire dans un délai d'un mois à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre, les prix ne sont pas révisés pour l'année à venir et aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

XI.4 Dématérialisation des factures :

Le titulaire effectue l'envoi de ses factures en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel un kit de communication et de raccordement technique est disponible.

XI.5 Contenu des factures :

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes (en l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée) :

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">- la classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ;- le numéro de service exécutant : « D0410U4057 » ;- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'engagement des parties ;- le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ;- la référence interne correspondant au n°EJ | <ul style="list-style-type: none">(engagement juridique) figurant sur la page de garde du marché ;- le numéro d'engagement du bon de commande, le cas échéant ;- le montant total hors taxes (HT) ;- le montant total toutes taxes comprises (TTC) ;- le numéro SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044. |
|---|---|

XI.6 Règlement du marché :

Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué en 3^{ème} partie du marché (engagement des parties). Les sous-traitants directs du titulaire, qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés directement pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque que le montant de leurs contrats de sous-traitance est égal ou supérieur à 10% du montant du marché. Le règlement des sommes dues s'effectue après exécution complète des prestations et constatation du service fait.

XI.7 Délai global de paiement :

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai de trente jours suivant la date de réception de la demande de paiement par le service exécutant, sous condition de service fait.

XI.8 Délai global de paiement des sous-traitants

Les sous-traitants directs du titulaire, qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés directement pour la partie de l'accord-cadre dont ils assurent l'exécution, lorsque le montant des contrats de sous-traitance est égal ou supérieur à 600€ TTC. Le délai global de paiement des sous-traitants directs du titulaire payés directement par la personne publique est identique à celui prévu à l'accord-cadre pour le paiement du titulaire. Le délai global de paiement des sous-traitants court à partir de la réception, par la personne publique contractante, de sa demande de paiement transmise par le titulaire de l'accord-cadre ou par les sous-traitants eux-mêmes, dans les circonstances prévues à l'article R.2393-34 du Code de la Commande Publique.

XI.9 Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans le délai réglementaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

XI.10 Nantissement – cession de créance :

L'acheteur délivre sur demande du titulaire et sans frais les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance sera directement notifiée par l'établissement cessionnaire au comptable assignataire.

XII. Litiges

XII.1 Médiation :

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur.

Point de contact : pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr.

Le titulaire peut saisir la mission ministérielle PME. Point de contact : mission-ministerielle-pme.cmi.fct@intradef.gouv.fr. Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

XII.2 Règlement des litiges :

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Nancy est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à ses cocontractants, même si ces derniers sont étrangers.

Tribunal administratif de NANCY
5 Place de la carrière
Case officielle 20038
54038 NANCY
Tél. : 03.83.17.43.43 - Fax : 03.83.17.43.50
Courriel: greffe.ta-nancy@juradm.fr

XIII Dérogations au CCAG/PI

L'article II. Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI.

L'article IV. Modalités de contrôle d'exécution / constatation de l'exécution des prestations déroge aux articles 28 et 29 du CCAG/PI.

L'article IV. Modalités de contrôle d'exécution / pénalités pour retard déroge à l'article 14.1 du CCAG/PI.

L'article VI Propriété intellectuelle déroge aux articles 32 à 35 du CCAG/PI

L'article XII. Litiges / résiliation déroge aux articles 46 et suivants du CCAG/PI.

